

Comité suisse "2 x NON au démantèlement de notre AVS"

Case postale 8615, 3001 Berne Tél. 031/381 77 85 Fax 031/382 23 66 info@sqv-usam.ch

Communiqué de presse

La campagne contre le démantèlement de l'AVS est lancée

Les adversaires des deux initiatives AVS soumises au peuple le 26 novembre prochain ont amorcé leur campagne: le Comité "2 x NON au démantèlement de notre AVS" est persuadé que les deux projets en question porteront un coup rude aux finances de notre principale assurance sociale, et qu'ils provoqueront un conflit de générations.

Formé de 156 parlementaires issus de toutes les formations politiques bourgeoises, le comité susmentionné a présenté ses arguments lundi dernier, à Berne. Les objectifs poursuivis par les initiatives ne pourraient être atteints qu'à l'aide de hausses fiscales massives, a estimé la conseillère nationale radicale genevoise, Madelaine Bernasconi. "A l'heure où plusieurs pays européens s'engagent dans de vastes plans de réductions fiscales, l'accroissement de la pression fiscale induite par les deux initiatives réduirait la capacité concurrentielle de notre pays. L'avenir de l'AVS passe par une planification rigoureuse de ses dépenses et non par des expériences financières douteuses."

Même son de cloche du côté de la conseillère nationale PDC, Elvira Bader, pour qui l'abaissement de l'âge de la retraite des femmes et des hommes à 62 ans n'est tout simplement pas finançable. La parlementaire soleuroise est même convaincue qu'une telle mesure pénaliserait les femmes sur le marché du travail et qu'elle aurait des incidences sur leur rente: "La réinsertion professionnelle des femmes, après leur absence due à leurs tâches d'encadrement familial, serait à la fois plus difficile et moins intéressante". Elle propose en outre d'accorder des prestations complémentaires aux personnes disposant de revenus modestes et qui ont choisi d'anticiper leur retraite.

De l'avis du conseiller national zurichois Toni Bortoluzzi, le renoncement total ou partiel au revenu du travail, comme condition préalable à l'anticipation de la rente, ouvrirait la porte à tous les abus. Selon l'expert des questions sociales de l'UDC: "Des critères difficiles à prouver ne demandent qu'à être contournés. De telles mesures favorisent le travail au noir". Les initiatives contribueraient également à compliquer la structure relativement simple de l'AVS, et généreraient de vaines discussions ainsi que des conflits juridiques.

"Le contrat passé entre les générations doit pouvoir être maintenu", a indiqué le conseiller national libéral Christoph Eymann, au sujet du vieillissement constant de la population. Le Bâlois rejette les deux initiatives parce qu'elles proposent des options forfaitaires totalement rigides. "Face aux revendications les plus diverses, il convient de rendre possibles les solutions individuelles. Ces dernières doivent cependant rester finançables et assurer une certaine égalité de traitement entre les différentes catégories de bénéficiaires."

- *Vous trouverez de plus amples renseignements concernant la campagne du Comité "2 x NON au démantèlement de notre AVS" sur le site internet www.demantelement-avs.ch, ainsi qu'auprès du Service d'information de ce même comité (Marco Taddei, tél. 031 381 77 85, fax 031 381 20 57)*

Berne, le 9 octobre 2000

Comité suisse "2x NON au démantèlement de notre AVS"
Conférence de presse du 9 octobre 2000

Allocution de Mme Madelaine Bernasconi, conseillère nationale

NON A L'AFFAIBLISSEMENT DE NOTRE ECONOMIE

Les deux initiatives portant sur l'AVS, qui seront soumises au souverain le 26 novembre prochain, poursuivent le même objectif, à savoir l'introduction d'une rente de retraite dès 62 ans généralisée pour les femmes et pour les hommes. Les initiants considèrent que chaque individu doit pouvoir bénéficier dès l'âge de 62 ans révolus, en cas d'interruption de son activité lucrative ou de diminution substantielle de cette dernière, d'une rente de retraite complète. Séduisante de prime abord, cette proposition aurait de graves conséquences sur les finances de l'AVS, nuirait au marché du travail et se traduirait par d'importantes augmentations d'impôts.

Notre principale assurance sociale est déjà confrontée à de sérieux problèmes financiers. Les prévisions montrent que si nous n'agissons pas, son déficit risque d'atteindre près de 4 milliards en 2010. Les conséquences du vieillissement de la population se font sentir de plus en plus nettement sur le budget de l'AVS. Ce phénomène contraint les actifs à devoir assumer des charges de l'AVS toujours plus lourdes. Il importe de rappeler que lorsque l'AVS a été introduite en 1948, on comptait neuf actifs pour un rentier. Aujourd'hui ils ne sont plus que quatre pour un, et en 2040 il n'y aura plus que deux actifs pour un rentier. Or, les initiants semblent ignorer cette réalité. L'acceptation des deux initiatives ajouterait 2,5 milliards de charges annuelles supplémentaires à l'AVS. Une perspective inacceptable, qui met en péril l'avenir même de l'AVS.

Au début des années nonante, le chômage a connu une progression spectaculaire en Suisse. De nombreuses entreprises ont mené de profondes restructurations qui ont abouti à la suppression de milliers emplois. Fort heureusement, la reprise économique aidant, depuis le début de 1998 le taux de chômage ne cesse de reculer en Suisse. A l'heure actuelle, nombreux sont les secteurs qui manquent de personnel qualifié et expérimenté. Dans ce contexte, l'abaissement généralisé et imposé à 62 ans de l'âge de la retraite paraît tout à fait inadapté. Pour les entreprises cela se traduirait par la mise à la retraite de milliers de travailleurs, les privant ainsi du précieux savoir-faire de leurs collaborateurs les plus âgés. Cette mesure affecterait par là même la compétitivité de nos entreprises sur les marchés internationaux. En effet, à l'ère de la mondialisation des économies et des

nouvelles technologies, la compétitivité des entreprises repose toujours plus sur les compétences du capital humain.

Le financement des initiatives nécessitera d'énormes moyens supplémentaires. Cela n'ira pas sans d'importantes augmentations d'impôts. Or, la quote-part fiscale a augmenté massivement en Suisse pendant les années 90, passant de 30,9% à 35,1%. Rappelons aussi que la TVA va être relevée de 0,1% à partir du 1^{er} janvier 2001, pour financer les transversales alpines. En outre, le Conseil fédéral prévoit de faire passer la TVA de 7,5% à 10% d'ici 2010 pour financer l'AVS et l'AI. A l'heure où plusieurs pays européens s'engagent dans de vastes plans de réductions fiscales, l'accroissement de la pression fiscale induite par les deux initiatives réduirait la capacité concurrentielle de notre pays. La compétitivité de notre économie sur le plan international impose d'étroites limites en matière de prélèvements sociaux et de TVA. L'avenir de l'AVS passe par une planification rigoureuse de ses dépenses et non par des expériences financières douteuses.

En conclusion, une acceptation le 26 novembre prochain des deux initiatives qui réclament l'abaissement généralisé de l'âge de la retraite, aurait de fâcheuses conséquences sur les finances de notre principale assurance sociale, sur le marché du travail et sur notre régime fiscal. Du coup, l'ensemble de notre économie s'en trouverait affecté. Rejeter les deux initiatives ne signifie nullement s'opposer à l'abaissement de l'âge de la retraite. Mais, plutôt que la solution rigide et contraignante préconisée par les initiants, il est préférable de poursuivre la voie plus souple tracée par la 10^e révision de l'AVS (qui prévoyait déjà l'assouplissement de l'âge de la retraite) et d'y apporter des correctifs dans le cadre de la 11^e révision de l'AVS actuellement en élaboration.

Schweizerisches Komitee "2 x NEIN zur Demontage unserer AHV"

Pressekonferenz vom 9. Oktober 2000

Ausführungen von Nationalrätin Elvira Bader

STEINE AUF DEM WEG DER SICHERUNG UNSERER AHV

Die beiden Initiativen der Angestelltenverbände und der Grünen Partei verfolgen annähernd die gleichen Ziele. Beide wollen eine ungekürzte Ruhestandsrente ab dem Alter 62. Wer länger arbeiten will, soll Nachteile haben. Ab einem späteren Zeitpunkt, welcher durch den Gesetzgeber noch zu bestimmen wäre, könnte dann die Altersrente bedingungslos beansprucht werden. Schon viermal seit 1978 hatten Volk und Stände solche Begehren verworfen und trotzdem kommen diese Forderungen immer wieder. Die Milliarden, die das kosten würde, scheinen die Initiativen nicht zu behelligen, trotz der Besorgnis erregenden Finanzierungsperspektiven unserer AHV.

Diese beiden Initiativen kamen nach der Abstimmung über die 10. AHV-Revision zustande. Sie haben zum Ziel, die Erhöhung des Rentenalters für Frauen rückgängig zu machen und gleichzeitig das Rentenalter für Männer auf 62 Jahre zu senken. Die Folgen dieser beiden Volksbegehren wären massiv:

- enormer Leistungsausbau
- zusätzlich hohe Kosten für Erwerbstätige und junge Familien
- Schwächung unseres Wirtschaftsstandorts Schweiz

Unsere gesellschaftliche Struktur wandelt sich schon lange von der Pyramide zum Apfelbaum. Es gilt dieser Entwicklung Rechnung zu tragen. Wir leben Gott sei Dank immer länger und dürfen uns auf ein wohlverdientes, langes Ruhestandsleben freuen. Damit wir uns alle auf ein langes Rentnerinnenleben freuen können, müssen wir verantwortungsbewusst zum grössten und wichtigsten Sozialwerk unseres Landes Sorge tragen. Experimente sind hier nicht am Platz. Die Senkung des Rentenalters auf 62 für beide Geschlechter ist schlichtweg nicht finanzierbar.

Seit der Einführung der AHV haben sich die Lebenserwartungen stark erhöht. Diese Ausdehnung der Lebenserwartung hat zur Folge, dass sich die Dauer der Erwerbszeit zur Rentenzeit wesentlich ändert. Bei den Männern der älteren Generation kam auf fünf Erwerbsjahre durchschnittlich ein Rentenjahr. Bei der Generation unserer 70-Jährigen kam auf drei Erwerbsjahre ein Rentenjahr, und bei den heute 20-jährigen Männern kommt auf zwei Erwerbsjahre ein Rentenjahr. Bei den Frauen kamen bereits bei den 70-Jährigen nur zwei Erwerbsjahre auf ein Rentenjahr. Bei den jüngeren Frauen werden es noch weniger sein. Ein Herabsetzen des Rentenalters für die Frauen kommt angesichts dieser demografischen Entwicklung einer Bevorzugung gleich und ist

deshalb nicht angebracht. Ein tieferes Rentnerinnenalter widerspricht dem eingeschlagenen Weg der Gleichstellung. Dass in unserem gesellschaftlichen Zusammenleben immer noch zu viele Stolpersteine auf diesem Weg liegen, ist unbestritten. Aber bei jeder Vorlage diese Gleichbehandlung von Frauen und Männern zu bekämpfen, zeugt von einem unzeitgemässen Bild der Frauen in der Gesellschaft und unterstützt sie nur vordergründig. Die Senkung des Rentenalters schwächt die Frauen auf dem Arbeitsmarkt und hat Folgen für ihre Sozialversicherungsbeiträge. Der Wiedereinstieg ins Berufsleben nach der Familien- und Betreuungsarbeit würde noch schwieriger und unattraktiver.

Die heutige Entwicklung zeigt auch, dass immer weniger Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen für eine Rente aufkommen müssen. Auch wenn die Lohnprozente mit Mehrwertsteuern ergänzt werden. Die Senkung des Rentenalters würde nicht nur Verluste von immer wichtigerem Know-how, Erfahrung und Wissen für unsere jetzt erfreulich boomende Wirtschaft bedeuten- nein, den Erwerbstätigen und den jungen Familien würde die gesamte Last der Altersvorsorge aufgebürdet. Dadurch würde es für junge Menschen immer schwieriger, zum Beispiel Kinder zu haben oder ein eigenes Haus zu bauen. Der Generationenvertrag darf nicht übermässig strapaziert werden

Die grösste Reform in der Geschichte der AHV, die 10. AHV-Revision, hat viele soziale und gleichstellungspolitische Verbesserungen gebracht. Sicher hervorzuheben sind aus Frauensicht die Erziehungs- und Betreuungsgutschriften und die neue Rentenformel. Mit dieser wurden die Renten für Menschen mit kleinerem Einkommen deutlich erhöht. Rund 600 000 Personen, vor allem Frauen, konnten davon profitieren. Die beiden Initiativen verkennen, dass das Rentenalter bereits mit der 10. AHV-Revision flexibilisiert wurde. Zudem sind weiter reichende Flexibilisierungsschritte in der 11. AHV-Revision vorgesehen. Heute haben wir die Möglichkeit des Rentenvorbezuges. Diese wurde auf zwei Jahre begrenzt und an den Kürzungssatz von 6,8 Prozent für jedes vorbezogene Jahr bei den Männern gebunden. Der noch speziellen Situation der Frauen in der Arbeitswelt wird ebenfalls Rechnung getragen, indem pro Vorbezugsjahr nur der halbe Kürzungssatz, also 3,4%, berechnet wird.

Dort, wo Menschen effektiv vor Erreichen des Rentenalters gesundheitlich angeschlagen sind, gilt es nach individuellen Lösungen zu suchen. Hier versagen die beiden Initiativen. Wenn nämlich das Rentenalter auf 62 Jahre gesenkt wird; so ist dies wieder eine Giesskannen-Lösung und wird den effektiven Bedürfnissen Einzelner nicht gerecht. Ergänzungsleistungen sind der bessere Weg. Diese können auch bei Rentenvorbezug beansprucht werden. Flexibles Rentenalter können sich also nicht nur die gut Bemittelten leisten, sondern auch Personen mit niedrigerem Einkommen, die aus irgendwelchen Gründen früher in Rente gehen müssen.

Die Zukunft der AHV-Finzen ist düster. Ohne Sparmassnahmen oder Mehreinnahmen stiege das jährliche Defizit bis 2010 auf nahezu 4 Milliarden Franken. Auch im AHV Reserven-Fonds gäbe es statt einer hundertprozentigen Deckung nur noch eine solche von 77 Prozent. Beide Initiativen; die zusammen Kosten von 1,6 Milliarden Franken verursachen würden, sind deshalb ein unverantwortliches Abenteuer. Noch mehr Geld für unsere Sozialversicherung auszugeben, ohne Einnahmen zu sichern: Das ist für mich als Frau und Mutter untragbar. Der AHV gegenüber, die so gefährdet wird und meinen Kindern gegenüber, denen ich statt ein intaktes, sicheres Sozialwerk nur noch Schulden hinterlassen würde. Deshalb sage ich auch als Frau "2 x Nein" zu diesen realitätsfremden Initiativen.

Schweizerisches Komitee "2 x NEIN zur Demontage unserer AHV"

Pressekonferenz vom 9. Oktober 2000

Ausführungen von Nationalrat Toni Bortoluzzi

GEGEN UNNÖTIGE EXPERIMENTE MIT UNSERER AHV

Die AHV ist die bedeutendste Sozialversicherung in unserem Lande. Sie geniesst praktisch uneingeschränkte Akzeptanz in der Bevölkerung. Für die Mehrheit stellt die AHV-Rente heute noch die Lebensexistenz nach der Pensionierung sicher. Daran dürfte sich auch für die nächste Generation kaum etwas ändern. Mitverantwortlich für den ausserordentlich hohen Stellenwert der AHV bei allen Bevölkerungsschichten ist der natürliche gesellschaftliche Grundgedanke, der dahinter steckt. Der aktive, eher jüngere Teil unserer Gesellschaft tritt dem im Ruhestand lebenden älteren Teil der Bevölkerung einen Teil des Erwerbseinkommens ab. Diese Grundhaltung menschlichen Zusammenlebens hat es immer gegeben und wird immer Bestand haben.

Nicht unwesentlich für den hohen Grad an Wertschätzung der 1. Säule in unserem Land ist auch dem Umstand zuzuschreiben, dass die AHV mit den gültigen Bedingungen zum Rentenbezug vor jeglichem Missbrauch geschützt ist. Allein das Alter oder der Verlust des Ehepartners sind Kriterien die zur Bezugsberechtigung führen. Der Stellenwert einer Sozialversicherung misst sich auch an einem möglichen Missbrauchspotential. Für Beitragszahlende ist es auch wichtig zu wissen, dass die zur Verfügung gestellten Mittel vor unberechtigtem Zugriff wirksam geschützt sind. Das ist bei der AHV nach heute gültigen Voraussetzungen absolut gewährleistet.

Die am 26. November zur Abstimmung gelangenden Initiativen schlagen nebst der Senkung des Rentenalters neue Elemente vor. Der Anspruch auf eine Rente wird beim Vorbezug zusätzlich vom Einkommen und vom Erwerb abhängig gemacht. Während im geltenden Gesetz der Erwerb nur für die Beitragsleistungen herangezogen wird, soll nach dem Willen der beiden Volksbegehren der Erwerb auch beim Rentenbezug eine Rolle spielen. Flexibles Rentenalter mit Belohnung, mittels frühzeitiger Rente bei ganzem oder teilweisen Erwerbsverzicht, ist die Forderung der Initianten.

Vorwegzunehmen gilt es die Bemerkung, dass diese Idee dem grundsätzlichen Irrglauben entstammt, dass mit Sozialpolitik wirksam Arbeitsplatz- und damit Wirtschaftspolitik betrieben werden könne. Die Initiativen wurden denn auch in einer Rezessionsphase lanciert. Sie sind insbesondere auch auf Grund der genannten neuen Bezugskriterien klar abzulehnen. Es gibt dafür zwei Hauptgründe:

1. Verzicht oder teilweiser Verzicht auf Erwerbseinkommen als Voraussetzung für eine frühzeitige Rentenberechtigung öffnet dem Missbrauch Tür und Tor. Schwierig nachzuweisende Kriterien laden geradezu ein, umgangen zu werden. Solche Massnahmen sind unerwünschte Anreize zur Schwarzarbeit.
2. Die AHV hat sich bisher ausgezeichnet durch einen bescheidenen administrativen Aufwand. Unklare Kriterien mit Ermessensspielraum, wie es in den Initiativen vorgeschlagen wird, fahren zu wesentlich grösserem Abklärungsaufwand. Fruchtllose Diskussionen und Rechtsstreitereien sind damit vorprogrammiert.

Die Stärke unserer AHV und die grosse Akzeptanz in der Bevölkerung ist im wesentlichen auf die klaren einfachen Hauptbedingungen zurückzuführen, welche zu einem Rentenbezug berechtigen. Bei einer Annahme der Initiativen bekämen wir in der AHV vor allem mehr Beamte und Richter, dafür weniger Rente!

Darum gilt es am 26. November 2 x NEIN zu diesem untauglichen Volksbegehren zu sagen.

Schweizerisches Komitee "2 x NEIN zur Demontage unserer AHV"

Pressekonferenz vom 9. Oktober 2000

Ausführungen von Nationalrat Christoph Eymann

EIN JA WÄRE NICHT NUR FÜR DAS GEWERBE FATAL

Die Folgen einer Annahme der beiden Volksinitiativen der Angestelltenverbände und der Grünen Partei wären – nicht nur für das Gewerbe – fatal. So sehr wir alle es allen Erwerbstätigen gönnen möchten, eine Ruhestandsrente ab dem 62. Altersjahr beziehen zu können – die Mehrkosten von ca. 1,6 Milliarden Franken lassen diesen Schritt nicht zu.

Erste Priorität der Politik muss sein, die AHV und die IV auch in Zukunft zu sichern. Der Generationenvertrag muss weiter geführt werden können. Junge Erwerbstätige sollen auch in Zukunft die Hauptlast der Finanzierung der Renten tragen. Dies ist aber – mit Blick auf die demographische Entwicklung – sehr schwierig. Heute finanzieren vier Erwerbstätige eine Rente, in 40 Jahren werden es – bei gleichbleibendem Rentenalter 65 – noch zwei sein. Die AHV verzeichnet Ausgabenüberschüsse. Es muss mit Blick darauf versucht werden, ein Gleichgewicht zwischen Einnahmen und Ausgaben herzustellen. Kleine Schritte dazu sind bereits eingeleitet. Die Anlagepolitik der Mittel ist kürzlich geändert worden.

Die Initiativen tragen der Tatsache nicht Rechnung, dass heute immer mehr Leute mit 65 noch sehr rüstig sind. Manche unter ihnen möchten sogar noch länger arbeiten. Die erfreulich hohe Lebenserwartung von Frauen und Männern wirft die Frage auf, ob nicht auch nach Möglichkeiten gesucht werden müsste, denjenigen, die noch länger arbeiten können und wollen, flexible Instrumente anzubieten.

Die AHV hat sich anlässlich der 10. Revision, die vom Volk sehr deutlich angenommen worden ist, flexibilisiert. Die Individualisierung dieses wichtigsten Sozialwerkes muss auch in Zukunft weitergeführt werden. Es sollen für die verschiedensten Ansprüche individuelle Möglichkeiten geboten werden können. Die Finanzierbarkeit und eine gewisse „Gerechtigkeit“ unter den verschiedenen Bezüger-Kategorien sind jedoch Voraussetzung.

Es ist schwierig, gegen die Senkung des Rentenalters im Sinne der Initiativen zu argumentieren, wenn insbesondere in der Industrie und der Dienstleistungsbranche sehr viele Mitarbeitende frühzeitig pensioniert werden. Im Gewerbe sieht dies aber ganz anders aus. Dort ist die Erfahrung älterer Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter gefragt. In Berufen mit starker körperlicher Belas-

tung muss es aber flexible Applikationen geben. Diese neue Solidarität zwischen beruflichen Tätigkeiten, welche stärker belasten und solchen, die weniger stark strapazieren, muss bei künftigen Revisionen beachtet werden.

Die 11. AHV-Revision muss eine solide Grundlage für weitere Entwicklungsschritte bringen. Wir sind es denjenigen Generationen, die heute oder in naher Zukunft Renten beziehen können schuldig, keiner gefährlichen Experimente mit der AHV anzustellen. Die Sicherung der Finanzierung muss oberstes Gebot sein. Dieses Erfordernis verhindert die Realisierung der Ideen der Initianten. Das Argument der enormen Mehrkosten ist besonders aus der Sicht des Gewerbes ernst zu nehmen. In einer Zeit nach wie vor gedrückter Preise und Margen darf die Politik nicht den KMU, die diesen Druck nicht weitergeben können, weitere Mehrkosten aufbürden, die direkt oder indirekt zu entrichten wären.